



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2018-MD-104-IC
MCM

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL de MISE EN DEMEURE pris à l'encontre de la société TRANSPORTS CAILLOT de régulariser sa situation concernant l'exploitation des activités de son établissement situé sur le territoire de la commune de Reims

Le préfet de la Marne

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.170-1 et suivants ;
- VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004.A.166.IC de la société Danzas SA du 18 août 2004 ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2005.A.135.IC de la société Danzas SA du 26 septembre 2005 ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2007.APC.96.IC de la société DHL du 26 septembre 2007 ;
- VU le récépissé DA n°2013.99 de changement d'exploitant de DHL Express à la SAS Mory Ducros du 25 septembre 2013 ;
- VU le récépissé DA n°2017-48 de changement d'exploitant de la SAS Mory Ducros à la société Transports Caillot du 10 avril 2017 ;
- VU les constats relevés lors de la visite d'inspection du 26 juillet 2013 sur le site ;
- VU les courriers des 8 janvier 2018, 18 avril 2018 et 19 juillet 2018 de la société Transports Caillot dans lesquels l'exploitant a apporté des éléments de réponse aux constats émis lors de la visite d'inspection du 26 juillet 2013 et a informé de son positionnement vis-à-vis de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société Transports Caillot exploite sur le territoire de la commune de Reims une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour une quantité autorisée de 5820 t de matières combustibles et un volume autorisé de 143 475 m³ ;

CONSIDÉRANT que dans les faits la société Transports Caillot a déclaré dans son courrier du 18 avril 2018 avoir un volume de 167 396 m³ soumis à la rubrique 1510 pour une quantité totale de matières combustibles de 24 000 t ;

CONSIDÉRANT que cet écart entre la situation actuelle du site et la situation autorisée est de nature à modifier l'étude de dangers du site et notamment les flux thermiques sortant du site en cas de sinistre ;

CONSIDÉRANT que les dossiers précédemment déposés ont mis en avant la proximité des entreprises voisines et la nécessité de mettre en œuvre des moyens permettant de limiter les flux thermiques pouvant impacter ces tiers ;

CONSIDÉRANT que les conditions actuelles d'exploitation ne permettent pas de garantir la protection des tiers en cas de sinistre ;

CONSIDÉRANT que la société Transports Caillot exploite sur le territoire de la commune de Reims une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration au titre de la rubrique 1511 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société Transports Caillot n'a pas la déclaration requise pour l'exploitation de cette installation ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Marne,

ARRÊTE :

Article 1er

La société Transports Caillot dont le siège social est situé Zone industrielle du Buisson Sarrazin, 51450 Bétheny, est mise en demeure, pour son établissement situé au 3, rue Maurice Hollande à Reims (51), de régulariser sa situation administrative **sous un délai de 3 mois**.

Article 2 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 - Exécution et diffusion

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'au maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, au siège social de la société Transports Caillot, situé Zone industrielle du Buisson Sarrazin, 51450 Bétheny.

Châlons-en-Champagne, le **13 SEP. 2018**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture


Denis GAUDIN

RECOURS

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;